

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

FEVRIER 2018

ARST_2018_012	OUVERTURE_MAGASIN_CROC_NATURE_RUE_ LANGEVIN	1-2
ARST_2018_013	TRAVAUX_SNCTP_RUE_JJ_CORNU_BRANCHEMENT_ GAZ_DU 05.02.18 AU 16.02.18	3-4
ARST_2018_014	TRAVAUX_RECONSTRUCTION_MUR_36_RUE_THIBAUT_ DU 06.02.18 AU 09.02.18	5-6
ARST_2018_015	TRAVAUX_SCUB_114B_AV_ROLAND_CARRAZ_ BRANCHEMENT_ELECTRIQUE_DU 09.02.18 AU 16.02.18	7-8
ARST_2018_016	TRAVAUX_ASSAINISSEMENT_BD_BAZIN_HUBERT_ ROUGEOT_DESERTOT_DU 05.02.18 AU 16.02.18	9-10
ARST_2018_017	DEMENAGEMENT_RUE_RENAN_KADDOUR_ DU 17.02.18 AU 18.02.18	11-12
ARST_2018_018	TRAVAUX_TOITURES_1_RUE_JEAN_JAURES_SMAC8_ DU 19.02.18 AU 23.02.18	13-14
ARST_2018_019	TRAVAUX_RESEAU_ELECTRIQUE_RUE_CHARTON_INEO_ DU 22.02.18 AU 22.03.18	15-16
ARST_2018_020	TRAVAUX_RESEAU_TELECOM_AVENUE_CARRAZ_LHTP_ DU 19.02.18 AU 02.03.18	17-18
ARST_2018_021	OUVERTURE_AU_PUBLIC_L'ENTREPOT_40_RUE_DE_ LONGVIC	19-20
ARST_2018_022	MANIFESTATION_SPORTIVE_16EME_GRAND_PRIX_ EBSC_DU 24.03.18 AU 25.03.18	21-22
ARST_2018_023	CESSEZ_FEU_EN_ALGERIE_19.03.18	23-24
ARST_2018_024	MANIFESTATION_SPORTIVE_22EME_TRANSMONTAGNE_ 11.03.18	25-26
ARST_2018_025	INTERDICTION_CIRCULATION_RUE_ST_EXUPERY_GRUE_ KLEIN_05.03.18	27-28

**N° ARST\_2018\_012****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le livre I, titre II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation,  
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5<sup>ème</sup> catégorie,  
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,  
Vu l'avis favorable en date du 15 janvier 2018 de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,

**ARRÊTE****Article 1 :**

Le magasin « CROC NATURE », sis 11 rue Paul Langevin, peut être ouvert au public.

**Article 2 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 3 :**

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur du magasin CROC NATURE,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 05/02/2018

Qualité : Maire

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz pour GRDF par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 6 rue Jean Jean Cornu.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 6 rue Jean Jean Cornu pour des travaux de branchement gaz.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat sur une longueur maximale de 20 mètres.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 5 février au 16 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de reconstruction d'un mur par l'entreprise KIEFFER RENOV il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 36 rue Armand Thibaut.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise KIEFFER RENOV est autorisée à intervenir au droit du 36 rue Armand Thibaut pour des travaux de reconstruction d'un mur.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 6 février au 9 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise KIEFFER RENOV sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise KIEFFER RENOV,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement électrique par l'entreprise SCUB, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit du 114B avenue Roland Carraz.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise SCUB est autorisée à intervenir au droit du 114B avenue Roland Carraz, sous trottoir ou accotement, pour des travaux de branchement électrique.  
Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place et le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 9 février au 16 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SCUB sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SCUB, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SCUB,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
KEOLIS,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur réseau d'assainissement par le Groupement d'entreprises SA HUBERT-ROUGEOT-DESERTOT, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du boulevard Henri Bazin.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Le Groupement d'entreprises SA HUBERT-ROUGEOT-DESERTOT est autorisé à intervenir au droit du boulevard Henri Bazin pour des travaux sur réseau d'assainissement.  
Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat sur une longueur maximale de 20 mètres.  
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 5 février au 16 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par le Groupement d'entreprises SA HUBERT-ROUGEOT-DESERTOT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par le Groupement d'entreprises SA HUBERT-ROUGEOT-DESERTOT sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur du Groupement SA HUBERT-ROUGEOT-DESERTOT  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame Assia KADDOUR au 22 rue Ernest Renan il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame Assia KADDOUR, il convient de réserver 3 places de stationnement au 22 rue Ernest Renan pour le stationnement du camion de déménagement.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le samedi 17 février 2018 et le dimanche 18 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**


Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Madame Assia KADDOUR,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 5 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux pour le remplacement de gouttière de toiture par la mise en place d'une nacelle, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit du 1 rue Jean Jaurès.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Les travaux de remplacement de gouttière de toiture nécessitent la mise en place d'une nacelle de 2 X 3m par l'entreprise SMAC au droit du 1 rue Jean Jaurès.  
Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place et le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 19 février 2018 au 23 février 2018.**

### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SMAC sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SMAC sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 7 :**



Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur Benjamin RAMOS : entreprise SMAC,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 13 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de terrassement pour réseau électrique par l'entreprise INEO, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur la rue Paul Charton.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise INEO est autorisée à intervenir rue Paul Charton pour des travaux de terrassement pour réseau électrique.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée en alternat réglé par feux tricolores.

La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 22 février 2018 au 22 mars 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise INEO sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise INEO, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise INEO,  
Police Municipale,  
KEOLIS DIVIA,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 14 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réparation de conduite sur le réseau Télécom sur trottoir par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit des 34-36-38 avenue Roland Carraz.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit des 34-36-38 avenue Roland Carraz pour des travaux de réparation de conduite sur le réseau Télécom sur trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement pour piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 19 février 2018 au 2 mars 2018.**

### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Côte d'Or,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 14 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

**N° ARST\_2018\_021****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le livre I, titre II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation,  
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5<sup>ème</sup> catégorie,  
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,  
Vu l'avis favorable en date du 22 janvier 2018 de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,

**ARRÊTE****Article 1 :**

« L'Entrepôt » sis 40 rue de Longvic, peut être ouvert au public.

**Article 2 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 3 :**

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Président de Dijon Métropole,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 15/02/2018

Qualité : Maire

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la manifestation sportive «16<sup>ème</sup> Grand Prix de la Ville de Chenôve» organisée par l'association Entente Bouliste Sportive de Chenôve (EBSC), il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur l'Esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Cet arrêté déroge à l'arrêté du Maire n° 156 du 17 décembre 2014, à titre exceptionnel.

### **Article 2 :**

Le stationnement est interdit sur l'esplanade du Chapitre et sur le parking du Boulodrome.  
La plateforme de stationnement sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome sont réservés pour accueillir les participants de la manifestation sportive organisée par l'association EBSC, (une 1<sup>ère</sup> partie de l'Esplanade servira d'aires de jeux et une 2<sup>ème</sup> partie sera réservée comme parking pour les participants de l'épreuve).  
Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées au droit de la rampe d'accès du Boulodrome, de part et d'autre de ce cheminement sécurisé pour les PMR (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).  
Le gardien du gymnase du Chapitre est en charge d'ouvrir la barrière à partir de 7h00 et de fermer la barrière après la manifestation.

### **Article 3 :**

**Cet arrêté est exécutoire du samedi 24 mars 2018 de 7h00 jusqu'au dimanche 25 mars 2018 à 20h00.**

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les

services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association EBSC.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur des Services des Sports,  
Monsieur le Président de l'association EBSC,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD



## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la 56<sup>ème</sup> cérémonie commémorative du «Cessez-le-feu en Algérie» le lundi 19 mars 2018, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 17h30 à 18h30.

### **Article 2 :**

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 17h30 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- place du Monument,
- place Anne Laprévote.

### **Article 3 :**

**Cet arrêté est exécutoire le lundi 19 mars 2018.**

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux



seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la manifestation sportive « 22ème TRANSMONTAGNE » organisée par l'association ADOC, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation sur certaines voies communales.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Cet arrêté déroge à l'arrêté du Maire n° 156 du 17 décembre 2014, à titre exceptionnel.

#### **Article 2 :**

La circulation sera momentanément interrompue le dimanche 11 mars 2018 de 11 h 00 à 15 h 00, du n°5 rue Général Giraud jusqu'à hauteur du parking du cimetière .

La plateforme de stationnement, sur l'esplanade du Chapitre, est ouverte pour accueillir les participants de la manifestation organisée par l'association ADOC de 7h00 à 15h00. Le stationnement des véhicules est donc strictement interdit pendant cette tranche horaire, pour les visiteurs du marché dominical.

#### **Article 3 :**

Un libre accès devra être assuré aux riverains ainsi qu'aux services de sécurité et de secours encadrés par les organisateurs, dans le secteur concerné.

#### **Article 4 :**

**Cet arrêté est exécutoire le dimanche 11 mars 2018 de 7 h 00 à 15 h 00.**

#### **Article 5 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 6 :**

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association ADOC.

**Article 7 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur des Services des Sports,  
Monsieur le Président de l'association ADOC,  
SDIS,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la mise en place d'une grue par l'entreprise KLEIN, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur la rue Antoine de Saint Exupéry, au droit du bâtiment « Le Cèdre »

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'entreprise KLEIN est autorisée à intervenir sur la voie reliant la rue Antoine de Saint Exupéry et la rue Armand Thibaut, au droit du bâtiment « Le Cèdre » pour la mise en place d'une grue pour livraison de matériel.

La circulation sera interdite sur cette voie, dans la partie entre le bâtiment Hélène Boucher et la rue Armand Thibaut.

La circulation autour du bâtiment Hélène Boucher reste possible.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le lundi 5 mars 2018 de 13h30 à 17h00.**

### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise KLEIN sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise KLEIN, sous le contrôle de la Police Municipale.

### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise KLEIN,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 27 février 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD